



## *Les NOUVELLES de ROUMANIE*

---

### **Survivre sur une décharge hors-la-loi**



*La décharge roumaine de Pata-Rat*

Des mètres d'ordures s'entassent sur la décharge roumaine de Pata-Rat, l'odeur est pestilentielle, des enfants jouent parmi les immondices : cette "bombe écologique" aurait dû fermer il y a des années. Mais il s'agit aussi de l'unique gagne-pain de centaines de familles.

Lorsqu'en 2010, Linda Zsiga et ses proches ont été chassés de la maison qu'ils occupaient illégalement à Cluj-Napoca, une grande ville de l'ouest de la Roumanie, c'est en bordure de la décharge municipale qu'ils ont été relogés par la mairie, dans un conteneur sans sanitaire.

Sur les collines de Pata-Rat, dans la banlieue de Cluj, ils ont retrouvé des dizaines d'autres familles, majoritairement issues de la communauté rom, vivant dans des abris de fortune. Certaines ont, comme

les Zsiga, fait l'objet d'une expulsion, d'autres ont installé leur misérable foyer parmi les ordures, faute de solution alternative.

Militante d'un petit parti de gauche roumain, Demos, Linda Zsiga a fait de la fermeture de la décharge et du relogement des habitants l'un de ses combats. Elle espère se faire entendre des formations politiques en lice pour les élections européennes du 26 mai.

"Personne ne devrait vivre ici, dans de telles conditions inhumaines", s'insurge cette brune aux longs cheveux, âgée de 37 ans.

La Commission européenne réclame aussi la fermeture de Pata-Rat depuis des années et a prévu des fonds pour mettre en place un nouveau système de gestion des déchets. La mairie de Cluj, la cinquième ville du pays aux élégants édifices austro-hongrois, promet d'obtempérer mais reporte toujours le passage à l'acte.

### **Le "Dallas" des ordures**



*Linda Zsiga, militante du parti de gauche Demos, devant le campement où vivent plusieurs familles dans la décharge de Pata-Rat.*

Cette décharge "est une bombe écologique déjà amorcée, une explosion n'est qu'une question de temps", s'insurge Sandor Körösföy, de l'association écologiste Floarea de colt.

Il décrit "des déchets toxiques infiltrés dans le sol" ou encore des ordures qui prennent feu "plusieurs fois par an", répandant leurs cendres toxiques sur l'herbe consommée par le bétail.

Pourtant, de nombreux habitants de Pata-Rat craignent une mise à l'arrêt du site de stockage et l'élimination de leur maigre mais unique gagne-pain. Des familles entières vivent du tri de matériaux recyclables extraits à mains nues de deux collines d'ordures hautes comme un immeuble de cinq étages, ont constaté des journalistes de l'AFP.

"Nous avons eu de la chance, mais maintenant c'est fini", confie Claudia, 68 ans, prédisant une fermeture.

Habitants depuis une quarantaine d'années d'une partie du site ironiquement baptisée "Dallas", elle et son mari ont fait vivre leurs deux enfants en revendant cartons, bouteilles en plastique et canettes en aluminium.

"Nous vivions comme nous le pouvions, au jour le jour, sans plus. Mais qu'allons nous faire dorénavant ?", se désole-t-elle.

Récemment, les autorités de Cluj ont finalement recouvert d'une couche de terre le plus ancien dépôt d'ordures du site et restreint l'accès à deux dépôts plus récents.

La Roumanie, considérée par Bruxelles comme un mauvais élève en termes de gestion des déchets, a été condamnée en 2018 par la Cour de justice de l'UE pour ne pas avoir fermé 68 décharges publiques créant un risque pour la santé et l'environnement.

## **L'UE comme salut**

Ion, qui vit avec ses deux fils adolescents dans un abri de fortune à une centaine de mètres d'une colline de déchets, espère qu'il décrochera un emploi à la voirie municipale. "Sinon, je ne sais pas comment nous allons faire pour survivre", dit-il.

Nombre de ses voisins blâment Bruxelles pour la fermeture de la décharge. Linda estime, quant à elle, que le salut de cette communauté peut justement venir de l'UE.

"L'Europe peut faire plein de choses. Elle peut notamment fournir des fonds pour la construction de logements sociaux ou encore pour la mise en place d'un centre de gestion intégré des déchets" que la mairie promet depuis plusieurs années, dit-elle.

"L'Europe est correcte et ouverte (...) mais le problème vient d'en haut, du gouvernement", déplore Mme Zsiga, mettant en cause la "corruption" de la classe politique.

Mateias, 51 ans, partage son opinion : "L'UE fait un très bon boulot, elle nous impose des règles - sauf qu'elles ne sont pas respectées", regrette-t-il.

Ce menuisier indépendant travaille comme journalier et admet aussi fouiller les ordures autour de "Dallas" afin de récupérer des vêtements ou des cartons à brûler lorsqu'il est à court de bois de chauffage.

Loin de la ville et de ses loisirs, Bebe, 11 ans, raconte passer ses après-midis à jouer au football dans le bidonville avec ses copains. Tous les matins, il va néanmoins à l'école à Cluj, à bord d'un car scolaire - maigre compensation offerte par la mairie à ces familles défavorisées.

L'autorité détenant ce fléau en réalité n'a pas les moyens financiers de traiter cette décharge afin qu'elle ne soit pas une bombe écologique comme on le prétend. Le soucis c'est que les impôts municipaux des ordures ne sont pas dirigés dans ce sens intégralement car 70% de la recette en 2018 ont été utilisés mais le reste va renflouer le salaire des fonctionnaires de l'aide sociale en plus. Sur cette somme, 37% sert à transporter les ordures, 37% au recyclage et le reste seulement pour la maintenance de cette décharge. Une décharge de ce genre pour qu'elle soit évolutive doit être régulièrement mélangée avec de la terre afin que ce mélange puisse protéger le sol en lui fournissant du carbone et aussi de l'engrais car ce n'est que par ce moyen que ce sol puisse un jour servir que ce soit pour la culture ou l'élevage. Mais ce mélange de rejets ne se fait pas correctement depuis 4 années. Actuellement cette décharge présente un certain danger pour les gens qui y résident dessus par ce que ce sol émane du Radium quand le soleil apparaît dessus. Et cet élément en le respirant nous cause le Diabète 2 à la longue. Et il affaiblit en plus l'Atmosphère en dessus en l'empêchant de produire une certaine humidité la nuit.



*Un enfant devant une cabane de fortune à la décharge de Pata-Rat, le 7 février 2019*

Des personnes y résident dessus depuis plus de 6 années déjà. Ce n'est pas que la mairie de Cluj reporte toujours le passage à l'acte mais c'est plutôt que cette mairie attend avant des fonds pour le faire que l'Europe leur promet par ce que jusqu'à aujourd'hui cette mairie n'a toujours rien reçu !! Donc cette affirmation a été un peu exagérée. Cela fait bien 3 ans que L'Europe étudie une solution pour cette décharge mais pour l'instant rien n'a été versé pour concrétiser cette aide.

Ce dossier se stagne dans un bureau tant qu'il n'y a pas de vraie catastrophe !! Quand une vraie catastrophe surgira vous pourriez constater que ces fonds seront versés. On parle de bombe écologique mais cela n'est que du ouï. Quand il y aura une vraie réalité là on pourra la définir ainsi !! Pour l'instant le seul souci que l'on peut assimiler à cette bombe écologique c'est que depuis 2 ans les médecins de la région soignent ce Diabète 2 dans une proportion démesurée que l'on pourrait définir aujourd'hui de alarmant et presque d'une pandémie car dans cette ville 8% de la population se soigne pour cet inconvénient. Et quand cela atteindra 13% on pourra prétendre d'une vraie pandémie ! Des alertes ont bien été présentées à l'autorité depuis 15 mois mais on les a archivées.

**Daniel Mihaiescu (AFP)**

\*

## **De « graves problèmes » de surpopulation carcérale dans huit pays européens, dont la France et la Roumanie**

Selon une étude du Conseil de l'Europe publiée mardi, la France enregistre le plus haut taux de suicide et le plus grand nombre d'évasions.

Le nombre de détenus a reculé sensiblement en Europe entre 2016 et le début de 2018, mais huit pays – dont la France –, affichent toujours de « *graves problèmes de surpopulation* » carcérale, selon une étude du Conseil de l'Europe rendue publique mardi 2 avril.

« *Au 31 janvier 2018, il y avait 1 229 385 détenus* » dans les 44 pays membres du Conseil qui ont répondu à l'enquête de l'Ecole des sciences criminelles de l'Université de Lausanne (Suisse), qui réalise chaque année pour le Conseil un rapport sur la population carcérale en Europe. La moitié étaient en Russie (602 176 détenus), qui est en outre le pays avec le plus fort taux de gens emprisonnés par rapport à la population. Parmi les pays affichant le plus grand nombre absolu de détenus figurent aussi le Royaume-Uni (84 373), la Pologne (73 822) et la France (69 596).

« *La Russie a énormément de détenus et fait augmenter la moyenne générale européenne* », observe le directeur de l'étude, Marcelo Aebi, de l'Université de Lausanne. A l'inverse, ce sont « *les pays nordiques, l'Allemagne, les Pays-Bas* » qui ont les taux les plus bas, relève-t-il.

Selon l'étude, « *huit pays ont signalé de graves problèmes de surpopulation* » carcérale, dont la France qui, avec un taux de 116 détenus pour 100 places, figure à la troisième place, derrière la Roumanie (120) et la Macédoine du Nord (122). Le taux médian européen est de 91 détenus pour 100 places, rappelle le rapport. La France enregistre également le plus haut taux de suicide (12,6 pour 10 000 prisonniers) et le plus grand nombre d'évasions (611).

### **Taux d'incarcération en baisse**

Globalement en Europe, entre 2016 et le début de 2018, le taux d'incarcération a reflué de 6,6 %, passant « *de 109,7 à 102,5 détenus pour 100 000 habitants* », relèvent les chercheurs de Lausanne. La diminution est particulièrement notable dans des pays comme la Roumanie (– 16 %), la Bulgarie (– 15 %) ou la Norvège (– 11,6 %). A l'inverse, il a explosé en Islande (+ 25,4 %).

Le précédent rapport, publié en mars 2018, faisait état d'un nombre de détenus en hausse de 2,2 %, avec 859 102 prisonniers, un chiffre qui grimpait à 1,5 million de personnes en incluant une estimation du nombre de détenus russes, Moscou n'ayant alors pas transmis ses données, contrairement à cette année.

Cette fois, Turquie, Belgique et Hongrie n'ont pas fourni leurs statistiques. Ankara, qui a procédé à des arrestations massives après le coup d'Etat manqué, en juillet 2016, avait répondu au questionnaire,

mais des « *inconsistances dans les données* » n'ont pu être éclaircies « *à temps* » et les chiffres turcs n'ont pas été inclus, précise l'Université de Lausanne.

Par ailleurs, l'étude note une diminution de 4,8 % des détenus étrangers, qui passent de 16,7 % (2016) à 15,9 % (2018). Sur ce point, « *il y a une division claire entre Europe de l'Ouest et Europe de l'Est* », note M. Aebi : la plupart de ces détenus se trouvent en Europe du Nord et de l'Ouest, où plus de 25 % des prisonniers sont étrangers.

En 2017, les pays européens ont injecté 20,2 milliards d'euros dans leurs prisons. En moyenne, le coût quotidien d'un prisonnier est de 67 euros.

\*

## **Bucarest, sur la liste des «vacances pas chères»**



La capitale roumaine est un choix idéal pour les voyageurs à la recherche de séjours en ville à bas prix, selon la compagnie aérienne low cost Ryanair, qui a ajouté Bucarest à sa liste des "villes pas chères pour les personnes fauchées".

Il y a six endroits sur cette liste, à savoir Bucarest, Cracovie, Sofia, Budapest, Vilnius et Bratislava.

«En ce qui concerne le tourisme, Bucarest est encore loin des sentiers battus. Cela signifie que vous rencontrerez quelques problèmes que vous n'auriez peut-être pas dans des villes comme Paris ou Rome, qui accueillent le tourisme de masse depuis des décennies.

Cela signifie également que vous devenez un peu intrépide, explorant un endroit où peu de gens sont encore allés. Et puisque Bucarest est la deuxième ville la moins chère d'Europe à visiter, cela ne vous coûtera pas un bras et une jambe pour «bien manger, bien dormir, bien vivre ici pendant quelques jours», lit-on dans le journal Ryanair.

Selon cette liste, le tarif normal des taxis à Bucarest est de 0,40 EUR par km, similaire à celui de Sofia et de Cracovie et moins cher que dans les trois autres villes de la liste. Une bière (pression de 0,5 litre) coûte 1,02 EUR à Bucarest, un cappuccino ordinaire a un prix moyen de 1,06 EUR, un repas (dans un restaurant bon marché) coûte 5,11 EUR et une bouteille de vin (moyenne gamme du supermarché) peut être achetée pour 4,09 EUR.

\*

## **Boire ou conduire...**

La Moldavie est confrontée à un grave problème. Le taux d'alcoolémie pour les automobilistes est maintenu à 0 degré... si bien qu'on ne trouve plus personne parmi la police en état de conduire leur camionnette !